

Distr.
LIMITEE

E/ECA/NRD/MRU/6
6 juin 1983

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion inaugurale du Conseil d'administration
du Centre de mise en valeur des ressources
minérales de l'Afrique centrale

Brazzaville (République populaire du Congo)
27-30 juin 1983

REGLES ET DIRECTIVES APPLICABLES AUX QUESTIONS FINANCIERES
ET ADMINISTRATIVES RELEVANT DU CENTRE POUR LA MISE EN VALEUR
DES RESSOURCES MINERALES DE L'AFRIQUE CENTRALE SIS A BRAZZAVILLE
(REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO)

REGLES ET DIRECTIVES APPLICABLES AUX QUESTIONS FINANCIERES
ET ADMINISTRATIVES RELEVANT DU CENTRE POUR LA MISE EN VALEUR
DES RESSOURCES MINERALES DE L'AFRIQUE CENTRALE SIS A BRAZZAVILLE
(REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO)

EN VERTU des pouvoirs qui lui sont conférés à l'alinéa g) du paragraphe 3 de l'Article 5 de l'Accord portant création du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale, le Conseil d'administration arrête par les présentes les règles ci-après :

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ADMINISTRATION

1. Le Directeur général est responsable de l'administration courante du Centre.
2. Sous réserve des directives du Conseil d'administration, le Directeur général agit en qualité de représentant juridique du Centre pour toutes questions et est habilité à faire connaître les actes et décisions du Conseil d'administration.
3. Le Centre a son propre sceau qui est apposé sur tous les documents qui doivent être scellés. L'apposition du sceau du Centre est authentifiée par le Directeur général ou par la personne en son nom.
4. Le sceau du Centre est commis à la garde du Directeur général.
5. Le Directeur général prend les dispositions voulues pour fournir les services de secrétariat et les services administratifs nécessaires aux fins de la notification et de la conduite des réunions du Conseil d'administration et de tous ses comités ou autres organes subsidiaires ainsi que du Comité consultatif technique.

FINANCEMENT

6. Tous les chèques, effets ou comptes du Centre et autres instruments de règlement financier sont signés par le Directeur général et par le ou les membres du personnel du Centre désignés par le Conseil d'administration.
7. L'exercice financier du Centre débute le _____ et se termine le _____ de l'année qui suit.
8. a) Il est attribué à un membre du personnel du Centre la responsabilité des comptes du Centre. Ce membre soumet au Conseil d'administration, par l'intermédiaire du Directeur général, le bilan et les comptes annuels du Centre, dûment vérifiés et certifiés dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.
- b) Le Conseil d'administration désigne des vérificateurs des comptes de réputation établie pour vérifier les comptes du Centre.
9. Le membre du personnel du Centre responsable des comptes du Centre conserve des liquidités suffisantes pour couvrir les petits décaissements quotidiens effectués pour le compte du Centre. Tous autres avoirs liquides, chèques et autres instruments négociables sont déposés quotidiennement sur le compte bancaire du Centre.

GARDE DU MATERIEL ET DES FOURNITURES

10. a) Le Directeur général est responsable de l'inventaire et de la garde en lieu sûr de l'ensemble du matériel et des fournitures appartenant au Centre.
- b) Le Directeur général peut, avec l'assentiment du Conseil d'administration, déléguer les responsabilités qui lui incombent en vertu du présent Article, à un membre du personnel du Centre.

ASSURANCE

11. Sous réserve des directives du Conseil d'administration, le Directeur général prend de temps à autre les dispositions voulues pour l'assurance des locaux, du matériel, des véhicules et des autres biens appartenant au Centre.

GENERALITES

12. Sous réserve des directives du Conseil d'administration, le Directeur général peut conclure des accords en vue de fournir aux parties contractantes au présent Accord du matériel en la possession du Centre en prêtant ce matériel auxdites parties contractantes ou en disposant de toute autre manière ainsi qu'en vue d'emprunter du matériel ou d'acquérir possession de ce matériel de toute autre manière de quelque source que ce soit aux conditions fixées par le Conseil d'administration.
13. Le Directeur général soumet au Conseil d'administration les programmes et les prévisions budgétaires qui doivent être approuvés par ledit Conseil d'administration au plus tard six mois avant le début de la période sur laquelle portent ces programmes et prévisions budgétaires. Il soumet au Conseil d'administration des rapports annuels dans un délai de trois mois après la fin de la période sur laquelle ils portent.
14. Les présentes règles et directives peuvent être modifiées de temps à autre par le Conseil d'administration.